

Pouvoir d'emprunt—Loi

J'espère que le gouvernement a appris sa leçon, qu'il s'abstiendra de procéder ainsi à l'avenir en incorporant différents projets de loi dans un même bill. Il ne devrait pas se servir de sa majorité pour imposer ce genre de mesure à la Chambre. C'est une chose inacceptable qui ne devrait jamais plus se répéter.

Étant donné les propos tenus l'autre jour au comité par le ministre des Finances (M. MacEachen), comment peut-il oser demander à la Chambre la permission d'emprunter 6.6 milliards de dollars? Ce faisant il affiche son mépris pour le Parlement et l'ensemble des contribuables. On nous demande d'approuver une chose sans que nous ayons la moindre idée de la façon dont elle sera utilisée. Le ministre lui-même nous a demandé d'approuver cet emprunt de 6.6 milliards tout en avouant qu'il ignorait ce que serait la suite. C'est comme s'il nous disait ceci: «Achetez-moi cette voiture. Elle ne marche pas mais je vais vous dire ce qu'il en coûtera pour la réparer. Et vous devrez payer la facture.» Voilà ce qu'il déclare aujourd'hui au public canadien et il a complètement tort.

Le ministre a d'ailleurs admis que les estimations de novembre étaient fausses. Il a avoué aux membres du comité qu'il s'était trompé. Dans le budget de novembre on avait prévu 10.5 milliards mais j'estime qu'aujourd'hui ce chiffre a atteint 17 ou 18 milliards. D'autres économistes diraient probablement que le montant du déficit est plus près de 20 milliards.

Pourquoi le ministre nous demande-t-il de l'autoriser à emprunter davantage d'argent? Il a certainement vérifié les chiffres et sait combien il va devoir emprunter au total cette année compte tenu des besoins nouveaux causés par l'accroissement du déficit. Un déficit de 18 milliards, cela fait \$1,900 par contribuable. C'est beaucoup d'argent qu'on leur demande.

Avec les taux d'intérêt actuels, si nous continuons d'emprunter à ce rythme d'année en année notre déficit aura doublé d'ici cinq ans. Si notre déficit cette année est de 18 milliards, dans cinq ans, il sera de 36 milliards et, dans dix ans, c'est 72 milliards que l'on va réclamer aux contribuables canadiens. Il est anormal que le gouvernement nous demande ce chèque en blanc.

Chacun sait que l'économie est dans le marasme, mais nous le savions déjà en novembre. Nous savions alors que nous étions en période de récession. Nous l'avons dit au ministre, mais il a fait la sourde oreille et a décidé de continuer son bonhomme de chemin en refusant d'admettre que nous étions en période de récession. Tout le monde avait beau le lui dire, il ne voulait rien savoir. Il a fait fi des retombées du déficit énorme sur notre économie.

Toutes les petites entreprises qui essaient de trouver de l'argent pour survivre doivent rivaliser avec le gouvernement fédéral. Elles ont du mal à obtenir de l'argent à des taux d'intérêt élevés, or c'est précisément à cause de la concurrence du gouvernement fédéral que les taux d'intérêt sont si élevés. Les exploitants agricoles, les propriétaires de maison et les chefs d'entreprise sont victimes de la situation.

Le ministre a parlé de restrictions et nous a demandé de nous y habituer. De qui se moque-t-il, monsieur l'Orateur? L'an dernier, le ministre a proposé d'augmenter les dépenses publiques de 22 p. 100. S'il s'agit là de restrictions, j'aimerais bien savoir ce qui se passerait si le gouvernement se mettait à dépenser de l'argent!

J'ignore si le ministre des Finances a chargé son collègue de venir nous réclamer l'autorisation d'emprunter 6.6 milliards en sachant pertinemment que, d'ici quelques semaines, on va encore nous réclamer entre 6 et 8 milliards. C'est une attitude totalement insensée et c'est aussi se moquer du Parlement.

C'est une forte somme, monsieur l'Orateur. Les Canadiens ne peuvent guère comprendre ce que représente une somme de cette importance. Cela représente environ \$1,900 par contribuable. Il ne s'agit pas simplement d'un chiffre dont on parle dans la région d'Ottawa, c'est un chiffre qui intéresse tous les Canadiens. L'importance du déficit et les conjectures au sujet du chiffre définitif provoquent une grande incertitude sur les marchés financiers au Canada et sur les marchés des changes étrangers. C'est une des raisons pour lesquelles le dollar canadien valait aujourd'hui moins de 78.39c. américains.

C'est une chose que nous devons reconnaître, monsieur l'Orateur. Tandis que le dollar canadien subit des pressions, la Banque du Canada réagit comme elle le fait toujours en majorant les taux d'intérêt. Tous les Canadiens, qu'ils soient chefs de petite entreprise, propriétaires de maison, agriculteurs ou pêcheurs, souffrent de la hausse des taux d'intérêt. C'est le problème fondamental auquel il faut imputer notre faiblesse économique actuelle. Nous devons nous rendre compte qu'il ne s'agit pas seulement d'un problème ressenti à Ottawa, mais d'un problème qu'on retrouve dans tout le Canada.

A diverses reprises, récemment, le ministre des Finances a tenté d'embrouiller les Canadiens en prétendant que le dollar canadien est faible parce que le dollar américain est fort. N'est-ce pas là une déclaration admirable? Jusqu'à présent, les dollars canadien et américain ont été forts à maintes reprises par rapport à d'autres devises. Mais pourquoi faut-il que le dollar canadien soit faible à l'heure actuelle et que le dollar américain soit fort? Parce que le gouvernement du Canada ne suit pas de saines politiques. L'inflation chez nous est de 5 ou 6 p. 100 plus élevée qu'aux États-Unis; l'économie américaine est sur le point de connaître une relance, alors que la nôtre continue de péricliter. Voilà pourquoi le dollar canadien fléchit. Le marché n'a pas confiance dans les politiques du gouvernement, et il le montre, puisque le dollar canadien ne vaut plus que 78.39c. américains. La valeur du dollar canadien, c'est le signe du succès ou, en l'occurrence, de l'échec des politiques du gouvernement. Ce n'est pas seulement le budget, mais une série de politiques qui a abouti à la dévaluation du dollar. C'est la conséquence des difficultés résultant du Programme énergétique national, du budget de l'année dernière, des interminables affrontements fédéraux-provinciaux que le premier ministre (M. Trudeau) et le ministre des Finances ont provoqués.